

À BOBIGNY le 19 octobre 2020,

CR GT RIE pour le CHSCT 2020-10-19

En propos introductif, les Organisations Syndicales (OS) ont exprimé leur déception quant au manque de coopération des DNS, sur le sujet des questionnaires demandés par les OS. Les représentants de l'Administration ont rétorqué que les questionnaires des représentants des personnels étaient trop précis. Ils s'apparentaient à un « *audit* ».

Au surplus, l'administration met en avant l'organisation juridique complexe de la gestion du Restaurant Inter Entreprise (RIE). En illustration, les représentants de l'Administration ont indiqué qu'il y a déjà deux mandataires qui ont « *jeté l'éponge* ». Aujourd'hui, un nouveau mandataire (GTF) a pris ses fonctions. Il semble faire preuve de bonne volonté.

Les OS ne remettent pas en cause cet état de fait. Pour autant, nous considérons que l'Administration doit prendre conseil auprès d'un juriste spécialisé en droit des contrats, afin de mettre à plat cette organisation et essayer de trouver une solution.

En réponse, l'Administration a indiqué aux OS qu'une remise à plat sera compliquée, du fait même de l'organisation juridique en question et du mode de décision... « *C'est le chien qui se mord la queue* »...

Sur l'Ordre du jour :

Le courriel de la DRHB de la DVNI aux représentants du personnel a servi de base de discussions pour cette séquence du GT.

Deux sujets principaux se posent :

- les travaux
- la réouverture complète du RIE

– Sur la réouverture du RIE :

L'Administration a fait un rappel historique de la situation. La principale pierre d'achoppement était la question de la revalorisation du droit d'admission. C'est un droit d'admission dégressif en fonction du nombre de convives. En effet, sur la tranche 0-200, la proposition de revalorisation du prestataire était forfaitaire. L'Administration a donc demandé des précisions au prestataire, qui a tardé à répondre. La DGFIP a proposé que cette « *revalorisation covid* » soit assortie de nouvelles discussions en avril 2021.

L'avenant tarifaire a été validé par le SG. Pour autant, son adoption nécessite un vote au 3/4 des membres. Le tour de table est lancé.

D'ici la fin de semaine, suivant l'Administration, l'intégralité des places assises devrait être ouverte. En tant normal le RIE peut accueillir 1000 couverts ; avec les mesures sanitaires ce serait 500 couverts en quinconce. La partie actuellement ouverte peut contenir 200 couverts. Classiquement, nous dépassons rarement 700 couverts.

Les OS ont interrogé les représentants de l'Administration sur les modalités pratiques de la reprise « *normale* » de la prestation. Par exemple nous souhaitons savoir si une solution de réservation était envisagée.

COMPASS GROUP loue une licence à un prestataire externe sur d'autres sites, mais ne souhaite pas l'étendre. Pour autant – constatant un besoin – le prestataire travaille sur une solution interne.

– sur les travaux :

Un mur a été dégradé suite à un dégât des eaux. Plus précisément, un ballon d'eau chaude de 4000 litres avait une fuite. Le mur a été gratté. Pour le réparer, il faut attendre que le mur sèche.

Les OS ont regretté que l'Administration n'ait pas communiqué le rapport d'expertise de l'assurance. Cependant, **il n'a pas encore été rendu depuis la constatation du sinistre il y a un an.**

De plus, une partie du faux plafond du RIE s'est effondré, suite à sa fragilisation, conséquence d'une infiltration d'eau dans la dalle. Une entreprise d'étanchéité est passée. Les travaux de détection et réparation de la fuite ont été effectués. Cette semaine une entreprise doit réparer le faux plafond. Elle doit également faire un audit électrique.

Les OS ont exprimé leur étonnement, puisque l'Administration n'a pas demandé un audit électrique des pompiers, ainsi que de l'évaluation d'une éventuelle fragilisation du faux plafond à d'autres endroits pour évaluer un éventuel nouveau risque de chute. Pour les représentants de l'Administration, ce n'était pas nécessaire, car la fuite était très circonscrite. Cependant, la société qui doit étudier les travaux devraient faire cette analyse.

Le troisième point travaux est celui du chauffage. La centrale de retraitement de l'air a été remise en état. La sécurité incendie est aux normes. De ce fait, le chauffage a pu être réparé.

– sur la qualité de la prestation :

Les OS ont déploré la qualité globale de la prestation, même en temps normal. Pour beaucoup d'agents, le repas du midi est le seul repas à peu près équilibré.

À la remarque des représentants du personnel, l'Administration a répondu « *menu malin* ». Or, nous considérons que des « *nuggets* » en menu malin est loin d'être un plat de qualité attendue par les agents.

Les représentants de l'Administration ont répondu : « *Avec des repas à un peu plus de 2 €, il ne faut pas s'attendre à une qualité de chez FAUCHON.* » Un prestataire veut faire des bénéfices. Et donc, si on tire les prix vers le bas...

Pour les OS, ce type de réflexion montre encore le mépris de notre hiérarchie, pour qui les agents n'ont pas de raisons de se plaindre.

Pour l'Administration, il n'est pas non plus question d'envisager la solution Titre-Restaurant (TR), même de manière temporaire. L'administration justifie sa position par deux éléments. D'une part l'offre de restauration de PANTIN n'est pas pléthorique ; d'autre part, elle recherche bien le retour d'une prestation de qualité pour les agents.

Les OS ont rappelé qu'en cas d'impossibilité de réouverture du RIE, c'est bien à l'employeur de trouver une solution, ce qui n'est pas impossible étant donné l'organisation juridique complexe de la dalle de PANTIN.

– sur le calendrier : d'ici trois semaines, selon l'Administration, le RIE pourrait revenir à la normale.